

Direction Risques Industriels

Perpignan, le 08/06/2022

*Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-
Orientales*

Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



PERNOD RICARD FRANCE SAS

6 Boulevard Violet - BP001
66300 Thuir

Références : 2022-102-PR-EX

Code AIOT : 183.0019

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2022 dans l'établissement PERNOD RICARD FRANCE SAS implanté 6 Bld Violet - BP001 66300 Thuir. L'inspection a été annoncée le 19/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

A la suite de l'inspection du 04/12/2019, l'arrêté du 10/01/2020 a mis en demeure la société PERNOD de corriger les 6 non-conformités (NC) relevées dans un délai allant de 1 mois à 9 mois.

L'inspection de récolement du 28/04/2021 a permis de lever 5 des 6 non-conformités.

Pour la non-conformité (NC6) restante un délai complémentaire a été octroyé compte tenu des études à mener et des travaux à réaliser.

L'objet de la présente inspection est de vérifier les mesures correctives mises en place par l'exploitant pour lever cette dernière non-conformité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PERNOD RICARD FRANCE SAS
- 6 Bld Violet - BP001 66300 Thuir
- Code AIOT dans GUN : 0018300019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ex IED - MTD

L'usine PERNOD de Thuir est spécialisée dans la fabrication d'apéritifs à base de vins et de spiritueux destinés aux marchés nationaux et internationaux (Byrrh, Ambassadeur, Dubonnet, Cinzano, Vabé, Muscat de Rivesaltes, Soho, Crème de Cassis, Vodkas Seagram's, Suze, Gloss de Suze, Amer)

Cette usine a été construite initialement en 1892, elle est située au cœur de la commune de Thuir. Le site occupe une superficie de 86 304 m² dont 38 821 m² couverts.

Le site PERNOD est organisé en plusieurs zones de production qui accueillent les activités suivantes :

- stockage de matières premières,
- aires de chargement et déchargement,
- fabrication, • stockage intermédiaire,
- embouteillage,
- stockage de produits finis.

Cette installation a fait l'objet d'un récépissé de déclaration n° 5029 délivré le 22 mai 1981 pour les rubriques 250 (fabrication de liqueurs), 361 B2 (installation de réfrigération) 55 et 56 (dépôt et emploi d'anhydrides sulfureux), 253 et 261 bis (dépôt et emploi de liquides inflammables) et d'une autorisation par antériorité officialisée par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1952 du 11 juin 2001.

Dans le cadre d'une restructuration industrielle au sein de la société PERNOD, l'usine de Thuir a récupéré les activités de fabrication de la SUZE et du SOHO jusqu'à leurs produits sur l'usine de Créteil. Cette extension a fait l'objet d'une demande d'autorisation avec enquête publique qui a abouti à l'arrêté d'autorisation n° 684 délivré le 04/03/2004 qui constitue l'acte administratif de référence.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- Le nom donné au point de contrôle
- La référence réglementaire de la prescription contrôlée
- Si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- La prescription contrôlée
- A l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- **« avec suites administratives »** : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées

- « **susceptible de suites administratives** » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « **sans suite administrative** ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite de terrain a porté sur les installations suivantes :

- Magasin 5 : détecteur fumée/linéaire et centrale n°3
- Chaufferie babcock : 2 détecteurs fumée/optique
- Chais absinthe : détecteur flamme UV/IR et détecteur manuel
- Chais alcool n°1 détecteurs alcool et flamme UV/IR
- Cette visite de terrain n'a pas amené de constat supplémentaire.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
PC1 - Recensement des zones à risques	AP du 04/03/2004, article 7.4.1.3 alinéa 1
PC2 - Plan des zones à risques	AP du 04/03/2004, article 7.4.1.3 alinéa 2
PC3 - Mise en place de la détection	AP du 04/03/2004, article 7.4.1.3 alinéa 3
PC4 - Alarme	AP du 04/03/2004, article 7.4.1.3 alinéa 4
PC5 - Liste des détecteurs	AP du 04/03/2004, article 7.4.1.3 alinéa 5
PC6 - Justification du dimensionnement	AP du 04/03/2004, article 7.4.1.3 alinéa 6
PC7 - Détection obligatoire	AP du 04/03/2004, article 7.4.1.3 alinéa 7

La fiche de constats suivante fait l'objet d'une observation :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
PC4 - Alarme	AP du 04/03/2004, article 7.4.1.3 alinéa 4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de lever la dernière non-conformité qui a été relevée lors de l'inspection du 04/12/2019.

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle : PC1-Recensement des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 7.4.1.3 alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection Incendie
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.</p>
Constats : <p>Le dispositif de détection incendie a fait l'objet d'un contrôle lors de l'inspection du 04/12/2019.</p> <p>A cette occasion l'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none">• les bâtiments présentant un risque incendie sont recensés dans l'étude des dangers et l'usine dispose d'un système de détection incendie géré par une centrale d'alarme et d'une procédure d'urgence en cas de déclenchement d'alarme ;• mais tous les bâtiments recensés comme présentant un risque incendie ne sont pas équipés d'un système de détection. <p>A la suite de cette inspection la société Pernod a été mise en demeure par arrêté du 10/01/2020 d'équiper tous les bâtiments présentant un risque incendie d'un système de détection d'un incendie avec report d'alarme exploitable rapidement.</p> <p>En réponse à cette non-conformité l'exploitant a repris le recensement des zones à risques dans l'étude des dangers et affiner les parties de l'établissement devant faire l'objet d'une détection incendie. En suivant, l'exploitant a déposé un porter à connaissance (PàC) destiné à intégrer dans l'arrêté d'autorisation toutes les modifications survenues depuis l'autorisation de 2004 et faisant notamment le point sur les zones à risques.</p> <p>Ce PàC a abouti à l'APC du 07/01/2021 qui a notamment ajouté l'article 7.4.1.3 « détection incendie » qui a précisé les prescriptions à respecter pour ce qui concerne le réseau de détection et fixé un délai de 9 mois pour finaliser la mise en conformité du réseau de détection incendie.</p> <p>En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis différents documents justifiant la conformité du site par rapport à l'article 7.4.1.3. Sur cette base l'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none">• le Porter à Connaissance de mars 2020 a mis à jour le classement du site, notamment pour ce qui concerne le stockage d'alcool de bouche (rubrique 4755) ;• la version 3 de l'EDD d'octobre 2020 reprend le recensement des zones à risques (tableau IV.7 : « inventaire des phénomènes dangereux » pages 86 à 89). <p>L'exploitant a confirmé que les travaux de mise en conformité du réseau de détection sont finalisés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle : PC2-Plan des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 7.4.1.3 alinéa 2
Thème(s) : Risques accidentels, Détection Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
Constats : Le plan à la page 91 de l'EDD « Figure IV.3 : Cartographie des potentiels de danger du site de PERNOD RICARD FRANCE Thuir » positionne les différents potentiels de dangers identifiés sur le site. En préparation à la visite d'inspection l'exploitant a transmis 1. le plan des zones SSI (Système Sécurité Incendie) du 11/10/2020 qui définit les différents zonages de détection en lien avec les centrales d'alarme ; 2. le plan de masse « zone de détection et d'extinction » du 11/10/2021 qui recense les zones sous détection gaz / alcool et ou incendie. En particulier les zones comprenant des activités classées 1510, 2910 et 4755 (>40°) sont sous détection. Ce plan distingue les zones à : <ul style="list-style-type: none">• détection alcool ;• détection automatique : détection linéaire et/ou flamme (IR/UV) et/ou optique ;• extinction automatique (détection et inertage).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle : PC3-Mise en place de la détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 7.4.1.3 alinéa 3
Thème(s) : Risques accidentels, Détection Incendie
Prescription contrôlée : Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions ci-dessus en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'une détection automatique d'incendie.
Constats : Cf points de contrôle ci-dessus : l'étude des dangers a recensé les différentes parties de l'installation devant faire l'objet d'une détection. Le recensement concerne l'ensemble des phénomènes dangereux qui peuvent découler de la mise en œuvre des produits du site de PERNOD RICARD FRANCE. Ils sont regroupés par secteur et par atelier et traitent successivement des opérations de stockage, chargement / déchargement, de process et de réaction, et les utilités. Ce recensement qui est réalisé sous la responsabilité de l'exploitant, n'amène pas d'observation particulière de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle : PC4 - Alarme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 7.4.1.3 alinéa 4
Thème(s) : Risques accidentels, Détection Incendie
Prescription contrôlée : Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment.
Constats : Le dispositif PERNOD comprend 3 centrales en réseau, connectées à différents capteurs pour couvrir l'ensemble du site. La centrale principale se situe au niveau du local gardien. La détection déclenche une alarme sonore et visuelle au niveau du local du gardien. Le « plan d'intervention de sécurité » précise les mesures à prendre en cas de détection automatique d'un incendie par le système de détection, 2 logigrammes distinguent le cas « pendant » et « hors » heures ouvrées. Suite à l'alarme le gardien doit : <ul style="list-style-type: none">• faire une levée de doute ;• et en cas de confirmation de la détection, déclencher l'alarme évacuation perceptible en tout point du site et enclencher les actions prévues au plan d'intervention sécurité. En cas défaillance du gardien le signal est reporté sur le portable du gardien puis sur le standard. L'exploitant précise que le gardien est équipé d'un dispositif PTI (protection des travailleurs isolés) qui permet de s'assurer que le gardien n'a pas de problème.
Observations : 1) L'organisation du site ne prévoit pas le déclenchement immédiat de l'alarme perceptible en tout point du site puisque l'exploitant privilégie une levée de doute par le gardien : à l'occasion d'une prochaine modification de l'arrêté d'autorisation cet alinéa devra être adapté à la réalité du site. 2) L'inspection propose pour mieux intégrer le cas d'une défaillance du gardien, que l'alarme soit reportée également au personnel d'astreinte en l'absence d'acquittement par le gardien.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle : PC5-Liste des détecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 7.4.1.3 alinéa 5
Thème(s) : Risques accidentels, Détection Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.
Constats : En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis : <ul style="list-style-type: none">• un fichier tableur recensant la liste des détecteurs par zone et précisant le local surveillé, le type de détection, le référentiel d'installation, la périodicité de maintenance ;• les opérations de maintenance prévues lors des vérifications périodiques et ponctuelles• un exemple d'actions prévues pour prendre en compte les observations formulées lors des contrôles périodiques. D'après ce listing le site comprend : <ul style="list-style-type: none">• centrale 1 : 133 détecteurs optiques, 4 détecteurs linéaires, 7 détecteurs flammes UV/IR ;• centrale 2 : 1 détecteur optiques ;• centrale 3 : 22 détecteurs optiques, 16 détecteurs linéaires, 6 détecteurs flammes UV/IR. Lors de la visite de terrain l'inspection a vérifié par sondage la cohérence entre la liste et les détecteurs présents sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle : PC6-Justification du dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 7.4.1.3 alinéa 6
Thème(s) : Risques accidentels, Détection Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant confirme la périodicité semestrielle pour le contrôle des détecteurs. En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis les 2 dernières vérifications semestrielles de juin et décembre 2021 qui concernent : <ul style="list-style-type: none">• la détection gaz ;• les installations fixes d'extinction automatique ;• les systèmes de sécurité incendie. L'exploitant a confirmé que le dimensionnement a été réalisé selon la règle R7 de l'APSA « Détection automatique d'incendie » et à joint une attestation de travaux détection incendie délivrée par la société Pyrénées Sécurité System attestant que tous les travaux réalisés sur le site, notamment l'implantation et le nombre de détecteurs automatiques d'incendie, sont conformes aux référentiels normes NFS 61-970 liées à la détection incendie et règles d'installation R7 de l'APSA.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle : PC7-Détection obligatoire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 7.4.1.3 alinéa 7
Thème(s) : Risques accidentels, Détection Incendie
Prescription contrôlée : La mise en place d'une détection est obligatoire : • pour les stockages relevant de la rubrique 1510 et les locaux techniques et bureaux à proximité de ces stockages pouvant entraîner un effet domino sur les stockages relevant de la rubrique 1510 , • les installations de combustion relevant de la rubrique 2910 • les zones contenant des Produits inflammables à haut titre alcoométrique volumique (TAV) (> 40 %).
Constats : Cf points de contrôle ci-dessus : l'étude des dangers a recensé les différentes parties de l'installation devant faire l'objet d'une détection qui concernent en particulier les stockages relevant de la rubrique 1510, les installations de combustion relevant de la rubrique 2910 et les zones contenant des Produits inflammables à haut titre alcoométrique volumique (TAV) (> 40 %). Les différents zonages sont repris sur le plan de zonage SSI. Lors de la visite de terrain l'inspection à vérifier par sondage que ces zones sont bien équipées de détecteurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet